

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 23/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/08/2025

Contexte et constats

Publié sur 

G2R IMMO

64 Quai de Loire
58600 Fourchambault

Références : 250410
Code AIOT : 0024800008

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/08/2025 dans l'établissement G2R IMMO, implanté 64 Quai de Loire - 58600 Fourchambault. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été réalisée de manière réactive à la suite d'un incendie survenu sur le site le dimanche 24 août 2025. Cet événement ayant été porté à la connaissance de l'Inspection par voie de presse, la présente visite a été effectuée de manière inopinée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- G2R IMMO
- 64 Quai de Loire - 58600 Fourchambault
- Code AIOT : 0024800008
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

G2R IMMO est une filiale du groupe REGAIN, spécialisée dans le recyclage de Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (D3E). Sur son site de FOURCHAMBAULT, cette entreprise traite et recycle notamment des écrans (à rayon cathodique, LCD, plasma, LED, tablette). Son autre activité est le traitement des tubes cathodiques (verre, parties métalliques, luminophores).

Le site emploie environ 60 personnes.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration d'incident ou d'accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	7 jours
2	Plan d'intervention	Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 32.4	Demande d'action corrective	7 jours
3	Prévention des pollutions accidentelles des eaux	Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 11.4	Demande d'action corrective	7 jours
4	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, articles 14.3 et 15	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Afin de disposer d'une vision complète de la situation et d'évaluer les actions correctives qui seront mises en œuvre par l'exploitant, l'Inspection demande la transmission, dans un délai d'une semaine (à compter de la réception du présent rapport), d'un rapport d'accident conforme aux exigences de l'article R. 512-69 du Code de l'environnement. À ce stade, l'Inspection ne propose pas de mise en demeure.

L'Inspection souligne la nécessité pour l'exploitant d'engager une réflexion approfondie sur les mesures de confinement des eaux interne à l'établissement en cas de pollution accidentelle, afin de limiter les risques de propagation et d'impact sur l'environnement.

Il est également rappelé que tout accident ou incident survenant sur le site doit être signalé à l'Inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'incident ou d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : L'incident a été porté à la connaissance de l'Inspection par voie de presse, qui indiquait qu'un incendie avait eu lieu sur le site de G2R Immo le dimanche 24 août 2025. Suite à cette information, l'Inspection s'est rendue de manière inopinée sur le site le 25 août 2025. À l'arrivée sur les lieux, le directeur du site était en réunion avec le responsable QHSE afin de faire un point sur les circonstances de l'incident. Le directeur a indiqué qu'il avait prévu de contacter l'Inspection le jour même pour les informer. Les faits relatés par le directeur sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">• Le 24 août 2025 à 09 h 31, selon les images de vidéosurveillance, les premières fumées sont apparues au niveau de l'alvéole située dans le secteur du PAM (petits appareils ménagers en attente de broyage), située au nord-ouest du site.• Ce sont des riverains qui, ayant aperçu les fumées, ont directement alerté les pompiers.• Les pompiers sont arrivés sur place aux alentours de 10 h 45 et ont tenté de maîtriser le feu en se raccordant au poteau incendie situé sur le site.• Le feu a ensuite été éteint par l'utilisation d'une mousse-incendie aux alentours de 13 h 00.• Le directeur du site, informé par les pompiers, ainsi que le gardien du site, se sont rendus sur place en fin de matinée. Les pompiers et le directeur n'ont pas été en mesure d'indiquer avec certitude l'origine du départ de feu. Il est toutefois évoqué l'hypothèse d'une batterie mal triée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection tout accident ou incident survenu dans son installation. Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'Inspection, sous une semaine, un rapport d'accident conforme au modèle du BARPI (https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-casdac-cident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/).

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 7 jours

N° 2 : Plan d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 32.4
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir, pour son établissement, un plan d'intervention en cas de sinistre. Ce plan doit définir les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires de lutte contre les sinistres et de secours dont il dispose compte tenu de la nature, de la consistance et des conditions de mise en œuvre des moyens de secours privés dont il s'est assuré le concours et des moyens de secours publics dont il a connaissance.
Constats : À la demande de l'Inspection, l'exploitant a présenté son plan de défense incendie, mis à jour le 24 avril 2025. Ce document est apparu complet, à l'exception du numéro d'astreinte de la préfecture (qui elle préviendra l'IIC de l'incident), qui n'y figurent pas.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit compléter ce plan ainsi que, le cas échéant, l'ensemble des plans d'intervention du site en y intégrant le numéro d'astreinte de la préfecture : 03 86 60 70 80
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 7 jours

N° 3 : Prévention des pollutions accidentelles des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, article 11.4
Thème(s) : Risques chroniques, Équipements et canalisation
Prescription contrôlée : [...] Les réseaux de collectes de l'établissement doivent être équipés d'obturateurs de façon à maintenir toute pollution accidentelle à l'intérieur de l'établissement. [...]
Constats : La consultation du plan des réseaux du site a mis en évidence la présence d'une vanne de sectionnement sur l'ancien séparateur, implanté à proximité immédiate du nouvel équipement. Ce dernier n'est pas équipé de dispositif d'obturation mais est situé en aval de l'ancien équipement. L'exploitant a confirmé que la vanne existante de l'ancien séparateur, par lequel les eaux d'extinction auraient transité, n'avait pas été actionnée (en position fermée) lors de

l'incendie.

Ce plan des réseaux n'a pas été remis à jour depuis le 18/10/2016, il ne correspond donc pas à la configuration actuelle du site. Notamment les deux nouveaux séparateurs d'hydrocarbure, remplacés en 2016, n'y figurent pas. De plus, d'après ce plan, les eaux d'extinctions auraient dû s'écouler dans celui à l'est du site mais cela n'a pas été le cas selon les indications de l'exploitant. Les deux séparateurs d'hydrocarbures sont raccordés à un unique point de rejet, implanté à l'entrée du site. Ce point est relié, depuis environ deux ans, au réseau de la station d'épuration de Garchizy.

Selon les indications de l'exploitant, les eaux d'extinction d'incendie se sont intégralement dirigées vers le séparateur situé à proximité du pont bascule.

Au cours de la visite, l'Inspection a constaté la présence de résidus de mousse d'extinction au niveau du point de rejet.

Ces éléments confirment l'absence de confinement sur le site des eaux d'extinction .

Il a par ailleurs été observé que le second séparateur, situé à l'est du site, ne disposait d'aucun dispositif d'obturation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'ensemble des réseaux de collectes de l'établissement doivent être équipés d'obturateurs de façon à maintenir toute pollution accidentelle à l'intérieur de l'établissement.

L'exploitant communiquera à l'Inspection la solution retenue ainsi que la date prévisionnelle de réalisation des travaux.

Par ailleurs, l'exploitant devra :

- mettre à jour les plans des réseaux et les plans d'intervention, en y intégrant l'emplacement des dispositifs d'obturation et leurs modalités de mise en œuvre ;
- justifier de disposer d'une capacité de rétention des eaux d'extinction nécessaire ;
- établir et afficher sur site les consignes précises relatives à l'utilisation de ces dispositifs ;
- former le personnel concerné à l'utilisation de ces dispositifs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 7 jours

N° 4 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2004, articles 14.3 et 15

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets / Contrôle et suivi des effluents

Prescription contrôlée :

14.3 Rejets

Les effluents rejetés par l'établissement, quelle que soit leur nature, doivent respecter en toutes

circonstances, sans dilution, les prescriptions suivantes :

A - En termes de caractéristiques générales des effluents

- pH (mesuré dans l'effluent en amont du rejet) : compris entre 5,5 et 8,5
- température (mesurée dans l'effluent en amont du rejet) < 30°C
- couleur (mesurée suivant la norme en vigueur) : telle que la modification de la couleur du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg/Pt/l
- absence d'odeur dégagée par l'effluent lors de son écoulement dans le milieu nature ni après 5 jours d'incubation à 20°C

B - En termes de débits, de concentrations et de flux

B1 - Eaux résiduaires après traitement

Toutes les eaux résiduaires doivent circuler en circuit fermé et ne pas être rejetées au milieu naturel.

B2 - Eaux pluviales et autres eaux propres

- MES : 15 mg/l
- DCO : 40 mg/l
- Hydrocarbures totaux : 5 mg/l

Article 15 : Contrôle et suivi des effluents

L'exploitant doit chaque année procéder au contrôle des effluents rejetés par son établissement au moyen de mesures ou de prélèvements d'échantillons représentatifs aux fins d'analyses par des méthodes normalisées.

Les résultats obtenus, accompagnés des commentaires appropriés, nécessaires à expliquer notamment les anomalies observées puis à décrire et justifier les mesures correctives mises en œuvre et leur incidence doivent être adressés à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'Inspection relève au cours de la visite que le séparateur situé à proximité du pont bascule ayant recueilli notamment les eaux d'extinction est chargé en matières.

L'exploitant a indiqué que la dernière opération de vidange et de nettoyage des deux séparateurs d'hydrocarbures du site avait été réalisée en septembre 2024 (bordeaux d'enlèvement du 11/09/2024 de l'entreprise MARTIN ENVIRONNEMENT présenté à l'Inspection).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 jours